

La filière de production blé face à la mondialisation : Cas de l'Algérie

FERHAT Abderrazak * CHEHAT Fouad

1. Ecole Nationale Supérieure Agronomique- Algérie

شعبة إنتاج القمح في مواجهة العولمة: حالة الجزائر

عبد الرزاق فرحات* فؤاد شهاب

المدرسة الوطنية العليا للفلاحة - الجزائر

Date de réception : 07/01/2020 ; Date d'acceptation: 02 /03/2020 ; Date de publication: 15/09/2020

Wheat production chain facing globalization: Case of Algeria

Abstract :

The development of the cereal culture between 1962 and 2017 had been guided by the affirmation of an intensification scope and by a stepping between this scope and the results obtained in the production. The wheat production chain appears as the typical example. Moreover, this channel of the wheat is strongly dependent on the worldwide market, because of the industrialization which has not been successful in establishing harmonious relationships between the basic industry and agriculture. The imports of wheat at the beginning designed as a complement of the national production, are progressively about to constitute the main source of supply for the population and by the same time performing the disconnection between the cereal culture and the agro food industries.

Key words : Algeria, wheat chain, Intensification, globalization, Industrialization.

(JEL) Classification : P23; Q18

Résumé :

L'évolution de la céréaliculture algérienne entre 1962 et 2017 a été guidée par l'affirmation d'un objectif d'intensification et par un décalage entre cet objectif et les résultats obtenus dans la production. La filière de production des blés apparaît comme l'exemple typique. Par ailleurs, cette filière est fortement dépendante du marché mondial, du fait du processus d'industrialisation qui n'a pas réussi à établir de relations harmonieuses entre l'industrie de base et l'agriculture. Les importations de blés conçues au départ comme complément de la production nationale, vont progressivement constituer la principale source d'approvisionnement de la population tout en réalisant la déconnexion entre la céréaliculture et les industries agro-alimentaires.

Mots clés : Algérie, Filière blé, Intensification ; Mondialisation ; Industrialisation.

(JEL) Classification : P23; Q18

ملخص:

كان الهدف من تطوير زراعة الحبوب في الجزائر بين 1962 و 2017 تكثيف الإنتاج ولكن النتائج التي تم الحصول عليها كانت ضعيفة. شعبة إنتاج القمح تظهر كالمثال النموذجي. من جهة أخرى، هذه الشعبة تعتمد بشكل كبير على السوق العالمي وذلك بسبب فشل التصنيع في الجزائر في إقامة علاقات متناغمة بين الصناعة القاعدية والفلاحة. واردات القمح كان الهدف منها منذ البداية تكميل الإنتاج الوطني، لكن الفشل في تحقيق هذا الهدف جعلها تصبح تدريجيا المصدر الرئيسي لتموين السكان مما أدى إلى فصل الإنتاج الفلاحي عن الصناعات الغذائية.

الكلمات المفتاحية: الجزائر، شعبة القمح، تكثيف، العولمة، تصنيع

الترميز الاقتصادي (JEL) : P23 ; Q18

I- Introduction

Après l'indépendance, l'Algérie opta pour un modèle de développement socialiste dont le noyau était l'industrialisation. Les choix stratégiques de ce modèle étaient la planification centralisée de l'économie, la création d'une industrie de base et l'instauration d'une liaison dynamique agriculture-industrie. La mise en place d'un vaste secteur public, la création massive d'emplois salariés, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux de la population, l'équilibre régional, sont, entre autres, les objectifs assignés à cette stratégie d'industrialisation.

Dans le secteur agricole, il est envisagé une modernisation des exploitations du secteur socialiste afin de maximiser les rendements à l'hectare. Ainsi conçue, cette option exige un usage intensif des inputs industriels, d'importants équipements hydrauliques et une forte mécanisation. De ce fait, l'industrialisation est directement liée au développement de l'agriculture.

Au-delà des principes affichés, il est impératif de connaître les bases théoriques qui fondent la stratégie algérienne de développement, et en particulier dans le secteur agricole. Connaître les caractéristiques principales du processus d'intensification agricole, de même que les tendances de son évolution, va nous permettre de situer correctement l'insertion de la filière de production des blés dans le processus de mondialisation.

II- Ruptures avec les liens de dépendance externe :

1. Les grands axes du modèle algérien d'industrialisation

La stratégie algérienne d'industrialisation s'est inspirée de l'expérience soviétique des années 1920, des travaux de F. Perroux en matière de pôles de croissance et de l'économiste français G.D. De Bernis, auteur de la théorie des industries industrialisantes. L'autre source d'inspiration de cette stratégie est la théorie tiers-mondiste de l'introversio qui a eu une grande influence sur le modèle algérien de développement. L'ambition de ce modèle était de parvenir à un développement autocentré en promouvant un capitalisme étatique. L'accent est mis sur la rupture avec le passé. Dans ce cadre, l'industrialisation est pensée sur la base d'une stratégie de rupture avec le modèle capitaliste dominant.

Le choix du modèle d'industrialisation de l'Algérie a été défini dans ses grands axes théoriques par G.D. De Bernis. Le choix ainsi retenu a été basé sur le modèle des « industries-industrialisantes » qui privilégie les industries productrices des moyens de production. La théorie des industries industrialisantes semble être, à la fois, la synthèse d'au moins trois modèles théoriques : le modèle de reproduction de K. Marx. Le modèle d'industrialisation de G. Feldman élaboré dans le cadre des travaux préparatoires du premier plan quadriennal soviétique (1925-1928). Et celui de R.C. Mahalanobis élaboré dans le cadre de la préparation du deuxième plan quinquennal (1955-1960) en Inde.

L'objectif poursuivi par la stratégie algérienne de développement est de construire une économie indépendante et intégrée. Cette stratégie est basée sur le modèle des industries industrialisantes de De Bernis qui accorde la priorité aux industries de base. Selon ce dernier, les industries motrices comprennent la sidérurgie, la métallurgie, les fabrications mécaniques (qui ne dérivent pas de la sidérurgie) et la chimie. A partir de ces bases, deux grandes filières industrielles

sont retenues comme industrialisantes : le secteur des hydrocarbures et celui de la sidérurgie. Ils doivent à terme, assurer le développement productif de l'agriculture à travers sa « mécanisation-chimisation ». En plus de l'articulation agro-industrielle, la politique d'industrialisation cherche également l'articulation intra-industrielle.

L'industrialisation est considérée comme la clé de l'intégration et de l'indépendance économique, la base qui permettrait un développement global et une croissance rapide, l'instrument qui pourrait aider à transformer le secteur agricole et la société rurale. En fait, les fondements de la stratégie algérienne de développement indépendant reposent sur trois principes théoriques : l'industrialisation, l'intégration et l'introversion de l'économie nationale. La construction d'une économie indépendante et de ce fait, en rupture avec les liens multiples de dépendance externe, implique que l'Algérie compte d'abord sur elle-même. En ce sens, l'action de développement se définit comme une action d'introversion de l'économie nationale et une intégration intersectorielle.

Pour briser les liens de dépendance et rompre avec la division internationale du travail l'Algérie choisit la politique d'introversion qui lui permet la construction d'une économie autonome et autocentrée. L'économie intravertie est définie par S. Amin, comme « un ensemble organique dont les différentes parties sont solidaires, ce qui permet aux flux d'innovations et de progrès de se propager dans l'ensemble du corps » (Amin, 1971). Cette définition donne un contenu immédiat aux termes de De Bernis de « noircissement de la matrice interindustrielle » qui signifient une circulation accrue des biens et services entre les différentes branches de l'économie.

En Algérie, les branches de l'industrie génératrices d'industrialisation sont celles qui produisent de l'acier, des engrais, de l'énergie et du ciment ainsi que toutes celles qui produisent les biens de production en particulier les machines-outils, les machines agricoles, les tracteurs et les camions. C'est en fait l'industrie lourde qui doit entraîner l'agriculture (par le développement de l'industrie mécanique et chimique) et l'industrie des biens de consommation. Elle est par conséquent définie comme un accroissement des échanges de produits entre les deux secteurs. Les liaisons en amont de l'agriculture doivent provoquer par le recours à des inputs sans cesse croissants en provenance de l'industrie une hausse rapide de la production et de la productivité agricoles. Les liaisons en aval doivent permettre d'accroître les livraisons de produits agricoles à l'industrie agro-alimentaire.

L'impératif d'intégration que pose le schéma d'industrialisation tracé par De Bernis pour l'économie algérienne nous impose d'analyser la liaison agriculture-industrie, qui est un moment décisif de ce projet. Ce sera l'objet du point 2 suivant.

2. L'objectif de l'articulation agro-industrielle

Dans la stratégie de développement adoptée par l'Algérie en 1966, qui trace un schéma de croissance sur un horizon d'une quinzaine d'années (horizon 1980), l'intégration agriculture/industrie constitue l'un des principaux objectifs du modèle. En effet, « Toute la politique algérienne a consisté précisément à ne pas opposer de façon simpliste le développement par l'agriculture au développement par l'industrie mais de les appuyer mutuellement l'un sur l'autre » (De Bernis, 1975). Concrètement l'industrie doit contribuer à la modernisation de l'agriculture en lui fournissant les moyens de production. Et cette dernière doit fournir les matières premières nécessaires à certaines branches de l'industrie et satisfaire les besoins alimentaires de la population.

L'objectif essentiel de la fécondation de l'agriculture et de l'industrie étant l'amélioration des techniques agricoles et la hausse de la productivité du travail. Il était attendu de l'utilisation massive des consommations intermédiaires une augmentation significative de la production et des rendements à l'hectare.

Le projet d'intensification s'est globalement traduit sur le plan technique par un accroissement des facteurs de production agricole. On doit admettre cependant que l'évolution des moyens de production employés, d'origine locale, pour l'intensification est lente dans le secteur agricole pour la période antérieure à 1977. La faible croissance de la production industrielle prive l'agriculture d'un approvisionnement suffisant en moyens de production. Cette faible performance de la production industrielle nationale a cependant été comblée principalement par l'importation de produits correspondants.

Ceci nous amène à nous interroger sur la politique de dépendance accrue par rapport au marché mondial des inputs qui constitue une facette importante de l'intégration de l'agriculture Algérienne dans le système capitaliste mondial.

III-Insertion de l'agriculture au marché mondial par les inputs :

A l'instar des autres secteurs, le secteur productif agricole s'est fortement ouvert sur l'extérieur pour ses approvisionnements. En effet, la distribution d'intrants provenant de l'industrie a été perturbée par les retards de production des complexes industriels producteurs de biens à usage agricole.

En effet, tout comme les complexes d'engrais, les deux complexes (Constantine, Sidi-Bel-Abbès) mis en place pour les produits mécaniques ont connu d'importants retards dans leur entrée en service, notamment le complexe machinisme agricole de Sidi-Bel-Abbès exclusivement tourné vers l'agriculture. Le démarrage de ce complexe prévu pour 1973 a été reporté à 1977.

Ainsi pour les tracteurs, les importations prévues représentent 97% des besoins durant le premier plan quadriennal et 70% des besoins durant les trois premières années du second plan. Le matériel de récolte (moissonneuses-batteuses, ramasseuses-presses, ...) dépend aussi largement des achats à l'étranger. Le retard des livraisons de ces matériels du complexe de Sidi-Bel-Abbès, qui s'est creusé pendant le deuxième plan quadriennal, en est pour une part responsable. La quasi-totalité des besoins du matériel aratoire (semoirs, charrues, épandeurs d'engrais,...) provient également de l'étranger.

Néanmoins, on doit admettre que les mesures incitatives de la Politique du Renouveau Agricole et Rural, lancée en 2008, visant à la fois à relancer l'industrie du machinisme agricole en Algérie et à développer la mécanisation dans les systèmes agricoles, ont fait progresser l'usage des matériels agricoles. C'est ainsi que, le nombre de tracteurs en service (toutes puissances confondues) est passé de 97 000 unités en 2008 à plus de 100 000 unités en 2011 ; le parc national de moissonneuses-batteuses est passé de 8000 unités en 2008 à 9500 unités en 2011 et le nombre d'outils aratoires répertoriés est passé de 141 000 unités à près de 150 000 unités (Yahiaoui, 2012).

En matière de fertilisation, après l'entrée en production des complexes d'Arzew et Annaba, l'utilisation des engrais s'est accrue dans de bonnes proportions. Mais bien que l'effort soit appréciable, ces fertilisants continuent à être importés d'une manière relativement massive. Ainsi, en 1977, les importations devaient couvrir 64% des besoins de l'agriculture. Quant aux produits

phytosanitaires, ils proviennent entièrement de l'étranger et, sont, dans certains cas, seulement conditionnés en Algérie (Bedrani, 1982). Dans ce registre, on peut relever une amélioration du niveau de fertilisation de la céréaliculture dont la superficie est passée de 130 000 ha en 2008/2009, à 404 000 ha en 2009/2010, et à 543 779 ha en 2010/2011 pour les engrais de fond et de 382 000 ha en 2008/2009, 428 000 ha en 2009/2010 à 606 247 ha en 2010/2011 pour les engrais de couverture (MADR, 2012). Et aussi, pour la saison 2013/2014, les superficies fertilisées en engrais de fonds (phosphatés) et celles fertilisées en engrais de couverture (azotés) ont augmenté un peu pour atteindre respectivement les 646 104 ha et 660 606 ha.

En matière de semences, la totalité des semences de cultures industrielles et la majeure partie des semences fourragères ont encore été importées pendant le deuxième plan quadriennal. La satisfaction des besoins en semences de pommes de terre dépend également beaucoup des importations. De 1974 à 1977, l'Algérie a importé 83% de ses besoins. La principale exception est constituée par les semences de céréales à haut rendement potentiel, dont la plus grande partie est reproduite localement à la fin du deuxième plan quadriennal. La production de semences certifiées de céréales a connu, en effet, une croissance appréciable qui s'exprime par le niveau de collecte. En prenant le cas de l'année 2011, le niveau de collecte de semences de céréales a atteint 2,252 millions de quintaux permettant ainsi d'assurer une disponibilité suffisante pour couvrir les besoins de la campagne céréalière 2011/2012 entamée à partir de septembre 2011.

Alors que l'un des objectifs du modèle algérien d'industrialisation est d'aboutir à une économie introvertie et donc fortement intégrée sur le plan national, le secteur industriel se caractérise par une forte dépendance à l'égard du marché extérieur tout en ne satisfaisant pas la demande locale en biens de consommation. De par ces dépendances, l'agriculture algérienne est bien plus fortement liée au marché mondial qui lui fournit ses inputs qu'au marché national dont elle ne parvient pas à satisfaire la demande. De ce point de vue, l'intégration au marché mondial prime sur l'intégration au marché mondial.

A présent, il nous reste à étudier un autre aspect de ce volontarisme économique de l'Etat, à savoir, la politique d'intensification agricole.

IV- Les impératifs de l'intensification agricole :

Tout au long du présent paragraphe nous nous intéresserons plus particulièrement à la période 1966-2017, car ce n'est qu'à partir de 1966, à la veille du pré-plan de 1967-1969, que s'amorce la planification agricole et que sont établis les choix de développement de l'agriculture algérienne. Il s'agira, dans un premier temps, de signaler les objectifs les plus importants fixés par les plans de développement, et dans un second temps, à présenter les résultats les plus significatifs de la politique d'intensification agricole. Enfin à analyser la situation agro-alimentaire de l'Algérie et d'expliquer dans quelle mesure son évolution révélait la dépendance accrue par rapport au marché mondial des produits agricoles.

1. Les principaux objectifs de la politique d'intensification

Tous les plans de développement depuis le début de la planification nationale assignent au secteur agricole une fonction principale : la couverture des besoins alimentaires de la population.

D'autres objectifs lui ont été aussi fixés par les plans de développement successifs, dont notamment :

- Nourrir les travailleurs de l'industrie et les populations des villes au prix le plus bas possible afin de permettre à l'industrie de maintenir ses salaires à un niveau relativement bas. Cette action vise à rendre les produits industriels accessibles aux autres secteurs de l'économie et surtout l'agriculture.

- Participer activement au développement de l'industrie. Pour ce faire, l'agriculture doit constituer un débouché essentiel pour la production industrielle, et mettre à la disposition des usines de transformation, des matières premières agricoles nécessaires à leur fonctionnement.

- Fixer les populations rurales dans les campagnes afin de limiter l'exode vers les villes et l'émigration vers l'étranger.

D'un point de vue objectif, les actions concrètes pour l'intensification de la production agricole définies dans la Politique du Renouveau Agricole et Rural (2008-2017) confirment les objectifs du Programme National de Développement Agricole (2000-2007) : L'action que devra mener le Renouveau Agricole pour satisfaire les besoins prioritaires du pays portera principalement sur de larges programmes d'intensification des principales cultures agricoles en vue d'accroître considérablement les rendements moyens et les productions (MADR, 2010).

2. Le bilan des réalisations agricoles

Pendant toutes les années qui ont suivi l'indépendance, l'une des fonctions assignées à l'agriculture était le financement du développement puisqu'elle était la principale source d'accumulation du capital en comparaison à la modeste participation des autres secteurs. Vers la fin des années 1960 la rente pétrolière va remplacer la rente agricole comme base de la croissance économique de l'Algérie. C'est le début d'un processus.

Il est vrai que le bilan établi par G. Mutin (Mutin, 1980) en 1980 n'était guère encourageant. Les principaux objectifs de l'agriculture ne semblent pas avoir été atteints. La fonction de financement de l'accumulation est délaissée dès 1970-1973 faute de surplus agricole. L'objectif d'autosuffisance alimentaire n'est pas réalisé. Il va en déclinant d'une manière régulière : 93% en 1969, 55% en 1973, et 40% en 1977, sous les effets de la croissance de la consommation et de la faiblesse des productions et des rendements agricoles. En effet, la politique agricole suivie de 1967 à 1980 n'a pas réussi à adapter la capacité productive de ce secteur aux besoins alimentaires de la population.

Les difficultés rencontrées depuis l'indépendance dans les secteurs agricole et agro-alimentaire ont amené l'Etat algérien à établir un plan d'action visant à améliorer le niveau de la sécurité alimentaire et à développer les capacités de production, d'où la mise en place à partir de l'an 2000 du Plan National de Développement Agricole (PNDA) sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR). L'impact attendu à travers le lancement du PNDA (2000-2007) est l'amélioration de l'offre en produits agricoles et de la sécurité alimentaire. Mais le taux de croissance de la production agricole s'est caractérisé par une stabilité relative. Par exemple, entre 2004 et 2006, il est passé de 6,41% en 2004 à 2,02% en 2005 et à 4,71% en 2006. On doit rappeler que ce programme de relance du secteur agricole visait à atteindre un taux de croissance annuel de 10%.

Il est vrai que le PNDA a eu des résultats positifs en termes de croissance de la production agricole, mais cela est demeuré tout de même loin des résultats escomptés et la mise en place de ce

programme fut caractérisée par une aberrante discrimination, un manque d'équité et de transparence dans les aides de l'Etat pour les différentes catégories d'agriculteurs (Laoubi & Yamao, 2012). A ce propos il peut sembler contradictoire d'affirmer que le Programme National de Développement Agricole (PNDA), ayant absorbé des capitaux énormes, a donné des résultats qui restent, aux yeux de nombreux spécialistes du secteur agricole en deçà des objectifs assignés et loin de libérer l'agriculture de sa soumission aux aléas pluviométriques. C'est semble-t-il, ce qu'il faut retenir de ce constat émis par O. Bessaoud lorsqu'il dit que : « Un bilan objectif qui reste à établir sur la base de statistiques fiables conduirait certainement à relativiser l'euphorie produite par les résultats affichés par le PNDA, et à poser en termes plus réalistes la question du développement durable de l'agriculture algérienne » (Bessaoud, 2004).

D'ailleurs, les pouvoirs publics se sont attelés à élaborer une nouvelle stratégie nationale de développement durable de l'agriculture à partir de 2008 avec notamment la Politique du Renouveau Agricole et Rural (PRAR) censée remédier à ces lacunes. Il est attendu de la PRAR, à l'horizon 2025, l'amélioration de la sécurité alimentaire de l'Algérie induite par les effets conjugués de l'accroissement de la production nationale et l'amélioration de son intégration et de sa collecte ; du renforcement du développement durable et équilibré des territoires et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Nous venons d'examiner la politique d'intensification agricole adoptée pour la période (1966-2017). Il convient d'analyser à présent celle des cultures céréalières, plus précisément celle des blés.

V- Contrôle de l'État et intensification de la céréaliculture :

L'objectif d'intensification de la céréaliculture algérienne consiste à augmenter la production céréalière pour couvrir au maximum les besoins alimentaires du pays. Mais la tendance globale enregistrée par la production, notamment la production des blés démontre que la politique d'intensification a échoué dans son objectif de réduction de la dépendance alimentaire qui, mesurée aux volumes importés, devient de plus en plus forte.

Dans le domaine plus particulier des blés, cette action d'intensification visait à augmenter leur rendement moyen, qui est passé d'un niveau de 12,5 qx/ha en 2007 à 14,6 qx/ha en 2017 avec des fluctuations annuelles de forte amplitude. Pour ce faire, un programme d'aide étant prévu pour encourager les quelques 600 000 céréaliculteurs établis sur environ 3,3 millions d'hectares.

L'analyse de la filière de production blé en Algérie montre que le secteur céréalière a commencé à bénéficier d'une politique céréalière depuis l'avènement du Plan National de Développement Agricole (PNDA). En effet, au lieu de porter sur l'orientation économique du secteur, l'État a amorcé son rôle de régulateur en relançant le développement et l'organisation de la production céréalière sur le plan réglementaire, socioéconomique et commercial en faisant participer les différents acteurs de la filière blé. En 2008, un programme de réhabilitation de la production agricole nationale, basé sur le développement des filières stratégiques et notamment la filière blé, a été lancé dans le but d'améliorer le degré de sécurité alimentaire. C'est sous cet angle privilégié que sont analysées les transformations majeures qui s'y déroulent.

1. Evaluation des résultats obtenus

Le bilan de la première décennie de planification agricole, admet l'échec du processus de développement de la céréaliculture algérienne. En effet, l'impact de l'effort d'intensification sur les

niveaux des rendements céréaliers durant la période 1970-1977 n'a pas été visiblement positif. La comparaison des rendements prévus aux rendements effectivement réalisés sur les deux périodes 1970-1973 et 1974-1977 montre que les objectifs d'intensification n'ont pas été atteints (Cf. Tableau n°1).

Néanmoins, pour la période 2000-2017, compte tenu des programmes d'appui dont a bénéficié la culture de céréales dans le cadre du PNDA, et par la suite de la politique du renouveau agricole et rural, l'évolution des niveaux de rendements atteints semble positive (Cf. Tableaux n°2 et n°3). Mais il est certain que le rythme d'accroissement des rendements des blés dur et tendre est resté, tout de même, insuffisant par rapport aux besoins de la population qui s'accroissent.

La réalisation des objectifs de production de céréales a subi des retards, qui sont à imputer surtout aux carences en matière de recherche agronomique, de fertilisation et de mécanisation. Ces carences sont elles-mêmes issues des méthodes inadaptées de la planification imposées à l'agriculture et de l'inadaptation des structures agricoles aux impératifs du développement des forces productives.

L'analyse de l'évolution de la production céréalère montre de très faibles performances, inférieures aux accroissements prévus. C'est ce qui ressort du tableau n°4. Cette stagnation est la conséquence des effets conjugués des contraintes climatiques et des carences techniques au niveau des exploitations agricoles.

L'intensification de la production céréalère par une forte mécanisation et un usage massif des consommations intermédiaires industrielles n'a été que faiblement maîtrisée dans son évolution. Dans ce domaine, de nombreux travaux s'accordent sur l'échec de l'intensification appréciée à travers les indicateurs physiques et économiques tels que les rendements, la faible transformation des systèmes de culture et l'inefficience des consommations intermédiaires.

Il faut tout de même considérer que la production agricole nationale, qui représente aujourd'hui 70% des disponibilités alimentaires, a connu un taux de croissance moyen de 2,4% par an entre 1967 et 1978, d'environ 3% par an entre 1981 et 1990, de 3,2% entre 1991 et 2000 et de 7,3% entre 2001 et 2011 (MADR, 2012). Par la suite, ce pourcentage est allé en augmentant puisqu'il a atteint 7,5% en 2015 et 10% en 2016. Ces chiffres présagent d'une dynamique soutenue de production.

En ce qui concerne la tendance de la production des blés entre 2000 et 2017, on peut dire que la mise en œuvre de la Politique du Renouveau Agricole et Rural (PRAR) et avant le PNDA, a eu des impacts positifs sur la céréaliculture, comme on peut le voir à travers les chiffres des tableaux n°5 et n°6. Pour la première fois, depuis la PRAR, la moyenne de la production céréalère a atteint les 40 millions de quintaux. C'est dire que la céréaliculture algérienne a connu un développement important de sa production et encore plus depuis la saison 2008/2009. Il importe de signaler, à titre de comparaison, qu'entre 2000 et 2007, années du PNDA, la production annuelle moyenne était autour de 34 millions de quintaux.

Les efforts consentis, particulièrement au niveau des exploitations agricoles et des industries agroalimentaires, devront se poursuivre pour consolider les acquis et maintenir vivace la dynamique d'investissement ainsi créée (MADR, 2013). Le développement de la culture de blés ne saurait être durable que si la production continue à bénéficier d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics et d'un système de protection élaboré et performant.

2. L'élargissement du déficit en produits céréaliers

La production nationale de céréales a été faible au vu des moyens investis et mis en œuvre. Elle a globalement stagné, ce qui a provoqué un déficit considérable entre la production et la consommation. Déficit compensé par un recours massif à l'importation, politique menée depuis les années 1970. Ce qui a eu pour résultat une situation de dépendance vis-à-vis du commerce extérieur toujours croissante. Pour 1969-80, selon les estimations du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de l'époque (MPAT), le taux de couverture de la consommation de céréales par la production nationale a baissé de plus de 60%.

Ce déséquilibre entre la production agricole et la croissance de la population s'était traduit par une dépendance alimentaire accrue : l'Algérie importait l'équivalent de 61% de sa consommation en céréales, le poste le plus important de ses importations alimentaires, entre 1975 et 1979 (Dahmani, 1997). Par ailleurs, selon la FAO, la consommation totale des blés qui était de l'ordre de 134 kg/tête en 1969, s'est élevée à environ 181 kg/tête en 1975 et a atteint 192 kg/tête en 2013 (FAOSTAT, 2014).

Ainsi en rapport avec ces données les volumes d'importation de céréales ont été multipliés par près de 18 pour combler le déficit (Cf. Tableau n°7). Ce tableau fait apparaître des volumes d'importation qui augmentent d'un plan à l'autre pour représenter plus de 260% de ceux de la production nationale pendant les années du renouveau agricole 2007-2017. Ceci se passe de commentaires quant aux conséquences sur l'objectif d'autosuffisance alimentaire souhaité. Une telle insertion dans le marché mondial constitue un risque réel sur la sécurité alimentaire du pays.

Effectivement, O. Bessaoud, dans sa contribution à la clarification du concept de sécurité alimentaire, affirma que la sécurité alimentaire est liée à une dynamique de développement globale, qui exige la mobilisation de tous les secteurs de l'activité économique. Et que c'est une affaire d'Etat, et qu'elle est une affaire politique qui concerne toute la société et qu'elle a besoin de toutes les forces de la nation (Bessaoud, 1997). S. Bedrani de son côté, dans son analyse de ce concept, considère que, « La sécurité alimentaire participe à la sécurité globale, en constitue l'un des principaux piliers. Mais, la sécurité globale demande que soient assurés simultanément d'autres types de sécurité : industrielle, financière, défense, etc. » (Bedrani, 1989).

La dépendance alimentaire de l'Algérie ne représente pas uniquement une lourde charge sur les ressources budgétaires de l'État, elle a également une dimension politique dans la mesure où ses gros fournisseurs sont principalement les pays capitalistes développés. A ce titre, la dépendance alimentaire peut constituer l'un des signes les plus préoccupants de la domination étrangère.

La production de blés en Algérie ne permet pas l'autosuffisance. En fait les importations de blés sont présentes bien avant l'indépendance plus précisément à partir des années 1950. L'Algérie qui importe en moyenne 734 250 quintaux de blé tendre par an de 1951 à 1959, continue à en importer en moyenne 4 millions de quintaux/an de 1972 à 1977 et 52 millions de quintaux en moyenne l'an en 2008-2017, d'où une dépendance très grave. La dépendance en matière de blé dur, produit de consommation de masse, est également importante : les importations de ce produit passent de 550 600 quintaux en moyenne l'an en 1951-1959 à 10 millions de quintaux l'an de 1972 à 1977 et à 17 millions de quintaux entre 2008 et 2017 ; en 2016 les importations de blés (dur et tendre) s'élèvent à 82 millions de quintaux soit une facture alimentaire en blés estimée à 1,8 milliard de dollars.

En dépit d'indéniables progrès, les résultats restèrent décevants : en 2017, la production céréalière se maintint à 34 millions de quintaux. Compte donc tenu de ces précisions, force est de conclure que la politique d'intensification à base de mécanisation et d'utilisation de consommations intermédiaires avait échoué et que l'espoir de réaliser l'autosuffisance en céréales notamment en blés s'éloignait d'année en année. Le poids des importations des blés est ainsi resté important ce qui ne manquera pas de consolider la dépendance de l'Algérie à l'égard du marché mondial des grains. Cette contrainte est d'autant plus importante que ces importations se réalisent dans un contexte de crise financière qui les rendent plus difficiles et plus lourdes politiquement. L'élargissement du déséquilibre qui existe entre l'offre et la demande en céréales est comblé dans une large mesure par des importations devenues au fil des années excessivement onéreuses, les moyens de paiement étant limités.

Le décrochage de l'offre nationale en céréales et produits dérivés par rapport à la consommation a été et demeure une constante du marché algérien. Durant les années 2010, les importations ont donc continué à croître toujours au rythme de la croissance des besoins alimentaires de la population.

VI- Conclusion

En définitive, la complémentarité souhaitée entre l'agriculture et l'industrie ne s'est pas opérée, conduisant à la mise en cause de la cohérence même du processus d'industrialisation comme instrument d'introversion et d'intégration de l'économie. Dans le secteur industriel, ce modèle édifié au cours de la période 1967-1978, a permis de doter le pays d'un tissu industriel imposant, mais très peu intégré parce qu'on a bâti des complexes industriels énormes et sans liens entre eux. A cela, il faut ajouter sa dépendance vis-à-vis de la technologie importée pour le fonctionnement des structures industrielles productives. Par ailleurs, il peut être retenu que la plupart des projets d'investissement conclus durant la décennie 1970-79 furent des projets qui se concrétisèrent en étroite collaboration avec le marché financier international et les sociétés multinationales, ce qui a eu pour résultat une situation d'endettement extérieur toujours croissante.

Le second volet de ce constat, c'est que la négligence du secteur agricole par les autorités publiques a entraîné l'échec de l'intensification des cultures céréalières. En effet, les actions d'intensification ont été défailtantes au sens où, malgré les apports importants de produits industriels à la céréaliculture, les rendements des produits céréaliers sont restés bas. L'on situe à ce niveau, l'un des facteurs de la forte croissance des importations alimentaires durant les années d'industrialisation à marche forcée (1966-1979). Le retard du secteur agricole manifesté par la baisse des rendements et la stagnation de la production a obligé l'Algérie à recourir de plus en plus au marché mondial afin de pourvoir à ses besoins prioritaires, ce qui a provoqué une dépendance alimentaire accrue s'ajoutant à une dépendance financière et technologique.

Néanmoins, il serait excessif d'affirmer que rien n'a été fait en matière de développement agricole. La nette priorité accordée à l'industrialisation sur le développement de l'agriculture ne signifie pas un abandon par le planificateur des objectifs fixés au secteur agricole dans les programmes de développement national. Théoriquement dans la politique d'industrialisation par les industries de base, le rôle dévolu à l'agriculture est de la plus grande importance. Le bilan de l'agriculture est loin d'être complètement négatif car progressivement cette dernière a pu disposer

d'engrais, de matériel agricole et de matériel hydraulique. Pour ce qui concerne l'autosuffisance en produits agro-alimentaires, l'Algérie est, durant la période considérée, autosuffisante dans la production des fruits et des légumes et connaît un dynamisme de la production de la viande.

Nul doute que la complémentarité souhaitée entre l'industrie et l'agriculture n'a pas été convenablement réalisée. En effet, l'industrie n'a pas fourni à l'agriculture les moyens de production nécessaires à sa modernisation. A son tour, l'agriculture n'a pas fourni les matières premières nécessaires à certaines branches de l'industrie.

D'une façon générale, bien que des efforts aient été faits, les résultats du Renouveau Agricole et Rural (son programme d'intensification) apparaissent inférieurs aux espoirs mis dans l'intensification de la céréaliculture algérienne. Au niveau de l'importation de céréales (toutes céréales confondues), les effets de la politique de renouveau ne semblent pas être massifs tant sur les quantités importées que sur les valeurs. Il reste clair que les producteurs nationaux de blés ont des efforts importants à faire pour améliorer davantage leur productivité.

Références :

Amin S., (1971), « L'accumulation à l'échelle mondiale », Ed Anthropos, Paris.
 Bedrani S., (1989), « Autosuffisance et sécurité alimentaire : discours du politique et difficultés pratiques », Ouvrage collectif, Revue INESG, Alger.
 Bedrani S., (1982), « L'agriculture algérienne depuis 1966 », Ed Economica, Paris.
 Bessaoud O., (2004), « L'agriculture et la paysannerie en Algérie : les grands handicaps », Communication au Symposium : Etat des savoirs en sciences sociales et humaines, CRASC, Oran.
 Bessaoud O., (1997), « Le concept de sécurité alimentaire », Revue du CIHEAM-IAMM, Montpellier.
 Dahmani A., (1999), « L'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes 1980-1997 », Ed Casbah, Alger.
 De Bernis G., (1975), préface à l'ouvrage « Les hydrocarbures dans l'économie algérienne » de Hamid Mazri, Ed SNED, Alger.
 FAOSTAT, (2014), « Bilan alimentaire FAO », FAO, Rome.
 Laoubi K and Yamao M., (2012), « The Challenge of Agriculture in Algeria : Are Policies Effective ? », Economic Studies, Agriculture and Fisheries, N°12, OECD, PP.69-72. <https://home.hiroshima-u.ac.jp/food0709/seika/seika2012-3.pdf>
 MADR, (2013), « Le programme quinquennal 2015-2019. Un programme dédié à la consolidation du développement agricole et rural », Rapport préliminaire, MADR, Alger.
 MADR, (2012), « Le Renouveau Agricole et Rural en marche. Revue et Perspectives », Rapport du MADR, Alger.
 MADR, (2010), « Présentation de la politique de Renouveau Agricole et Rural en Algérie et du programme quinquennal 2010-2014 », Rapport du MADR, Alger.
 Mutin G., (1980), « Agriculture et dépendance alimentaire en Algérie », Revue Maghreb-Machrek, N°90, Ed ESKA, PP.40-64.
 Yahiaoui Z., (2012), « Premiers effets de la Politique de Renouveau Agricole et Rural sur la Filière Blés en Algérie », Mémoire de Magister en Sciences Agronomiques, Spécialité : Économie rurale, ENSA.

Annexes :

Tableau 1 : Objectifs et réalisations des plans quadriennaux pour les céréales d'hiver (Rendement en qx/ha)

	Années de base du plan (1)	Prévisions pour 1973 selon le plan	Réalisations : moyennes de 1970 à 1973
1 ^{er} plan quadriennal (1970-1973)	5,9	8,1	6
2 ^{ème} plan quadriennal (1974-1977)	Années de base du plan (2)	Prévisions pour 1977 selon le plan	Réalisations : moyennes de 1974 à 1977
	6	9	6,7

(1) Chiffre calculé en tant que moyenne des années 1962 à 1969.

(2) Chiffre calculé en tant que moyenne des réalisations des années 1970 à 1973.

Source : Tableau élaboré à partir des données du Bilan du plan quadriennal 1970- 1973, MARA, DEP, mai 1974 et du Deuxième plan quadriennal. Rapport sur le secteur agricole

Tableau 2 : Évolution des rendements céréaliers selon les espèces de 2000 à 2006
(Unité : Qx/Ha)

Campagnes	Blé dur	Blé tendre	Orge	Avoine	Total céréales
2000/01	8,7	9,6	6,6	7,4	8,3
2001/02	7	6,8	4,6	4,7	6,2
2002/03	13,6	14,3	14,7	10	14
2003/04	14,6	9	11,8	11	12,3
2004/05	11,9	11,7	10,1	8,4	11,2
2005/06	13,05	13,07	11,06	9,79	12,28
Moyenne 2000/2006	11	11	10	9	11
Evolution 2006/Moy 2000/2006 (%)	13,76	21,65	12,72	14,51	14,65

Source : MADR : « Rapport sur la situation du secteur agricole en 2006 », Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information, Alger, 2006, P.23.

Tableau 3 : Évolution des rendements des céréales (par rapport aux superficies récoltées)
(Unité : Qx/Ha)

Campagnes	Blé dur	Blé tendre	Orge	Avoine	Total céréales
2006/2007	12,9	12,5	12,2	11,2	12,5
2007/2008	11,2	10,6	9,1	6,3	10,3
2008/2009	18,5	18,9	20,5	14,5	19,3
2009/2010	15,3	13,9	12,8	10,8	14,0
2010/2011	15,7	14,2	13,0	11,3	14,4
2011/2012	17,9	17,0	15,4	12,9	16,8
2012/2013	19,8	17,7	16,7	13,5	18,1
2013/2014	15,6	12,6	11,9	8,7	13,7
2014/2015	15,4	12,7	12,8	10,0	14,0
2015/2016	17,7	14,3	13,0	12,7	15,5
2016/2017	16,9	12,3	12,5	10,6	14,6
Moyenne (2007-2017)	16	14	14	11	15

Source : Construit à partir des données statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Tableau 4 : Objectifs et réalisations des plans quadriennaux pour la production céréalière
(Unité : 1000 qx)

1 ^{er} plan quadriennal (1970-1973)	Années de base du plan (1)	Objectifs planifiés	Réalisations : moyennes de 1970 à 1973
	18 200	24 300	18 790
2 ^{ème} plan quadriennal (1974-1977)	Années de base du plan (2)	Objectifs planifiés	Réalisations : moyennes de 1974 à 1977
	18 790	24 000	18 967

(1) Chiffre calculé en tant que moyenne des années 1962 à 1969.

(2) Chiffre calculé en tant que moyenne des réalisations des années 1970 à 1973.

Source : Tableau élaboré à partir des données du Bilan du plan quadriennal 1970-1973 MARA, DEP, mai 1974 et du Deuxième plan quadriennal. Rapport sur le secteur agricole.

Tableau 5 : Évolution de la production des céréales durant la période 2000-2006 (Unité : Quintal)

Culture	Blé dur	Blé tendre	Orge	Avoine	Total céréales
2000/01	12 388 650	8 003 480	5 746 540	436 610	26 575 280
2001/02	9 509 670	5 508 360	4 161 120	334 950	19 514 100
2002/03	18 022 930	11 625 590	12 219 760	775 460	42 643 740
2003/04	20 017 000	7 290 000	12 116 000	890 000	40 313 000
2004/05	15 687 090	8 460 185	10 320 190	775 000	35 250 465
2005/06	17 728 000	9 151 300	12 358 800	890 000	40 128 100
Moyenne 2000/2006	15 558 890	8 339 819	9 487 068	683 670	34 070 781
Evolution 2006/Moy00/06 en (%)	13,94	9,73	30,27	30,18	17,78

Source : MADR : « Rapport sur la situation du secteur agricole en 2006 », Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information, Alger, 2006, P.23.

Tableau 6 : Évolution globale des productions de céréales durant la période 2007-2017 (Unité : Quintal)

Campagnes	Blé dur	Blé tendre	Orge	Avoine	Total céréales
2006/2007	15 289 985	7 899 640	11 866 580	922 375	35 978 580
2007/2008	8 138 115	2 972 210	3 959 215	266 600	15 336 140
2008/2009	23 357 870	11 093 120	25 666 140	1 109 870	61 227 000
2009/2010	20 385 000	9 142 000	15 039 000	1 015 000	45 581 000
2010/2011	21 957 900	7 151 000	12 580 800	767 300	42 457 000
2011/2012	24 071 180	10 251 125	15 917 150	1 097 025	51 336 480
2012/2013	23 323 694	9 666 796	14 986 386	1 132 859	49 109 735
2013/2014	18 443 334	5 918 634	9 394 009	565 803	34 321 780
2014/2015	20 199 390	6 367 916	10 305 564	682 025	37 554 895
2015/2016	19 376 173	5 024 791	9 199 064	721 209	34 321 237
2016/2017	19 909 570	4 455 460	9 696 964	640 175	34 702 169
Moyenne (2007-2017)	19 495 656	7 267 517	12 600 988	810 931	40 175 092

Source : Construit à partir des données statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Tableau 7 : Importations annuelles moyennes de céréales (en millions de quintaux et en %)

	1967-1969	1970-1973	1974-1977	2000-2006	2007-2017
Importations	6,2	7,8	17,3	78,2	105,2
Production	18,6	18,7	18,9	34,1	40,2
Importations / Production	33,3%	41,7%	91,5%	229,3%	261,7%

Source : Construit à partir des données statistiques du Ministère de l'Agriculture.

Comment citer cet article par la méthode APA:

FERHAT Abderrazak, CHEHAT Fouad . (2020), La filière de production blé face à la mondialisation : Cas de l'Algérie, Roa Iktissadia Review, 10 (02), Algérie : Université Eloued, pp 251-264.

Les droits d'auteur de tous les articles publiés dans cette revue sont conservés par les auteurs concernés conformément à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation commerciale 4.0 internationale (CC BY-NC 4.0).



Roa Iktissadia Review, sous [licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - 4.0 International \(CC BY-NC 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).